

Plan banlieue, Macron fait du Houria Bouteldja : chassons les Blancs, racisons à qui mieux mieux

écrit par Claude t.a.l | 24 mai 2018



Voilà, c'est dit. Si les banlieues vont mal, c'est parce que ce sont des Blancs qui s'en occupent.

Ce n'est pas Bouteldja, ne c'est pas Diallo, même pas Brossat... qui parlent ainsi.

C'est celui qui est censé représenter la nation, la communauté nationale, la République une et indivisible.

J'ai bien dit "censé"...

« Deux mâles blancs qui ne vivent pas dans les banlieues se remettent un rapport sur les banlieues : ça ne marche plus comme ça »

Qu'est-ce qu'il a contre les mâles, les Blancs, les rares Français n'ayant pas encore fui la banlieue, Macron ? Sans doute beaucoup de comptes à régler... et la magistrature suprême lui donne l'occasion de régler ces comptes. Une fois qu'on a compris ça, tout va bien.

Naturellement on se demandera pourquoi Macron a choisi le mâle blanc Borloo pour remettre un rapport sur les banlieues au lieu de confier cela à son grand copain Bellatar (qui a dit

“décadence” ?) mais c’est déjà une autre histoire...

Macron fait du Schiappa, il n’aime pas les mâles, les hommes qui en ont, les hommes qui ne se laissent pas marcher sur les pieds.

Macron aime la société multiculturelle pourvu que les Blancs en soient chassés.

Telle est la décision essentielle. La partition. Organisée, voulue, attendue.

Et le reste n’est que littérature. Le reste ?

Des Bellatar et autres histrions aux manettes : haine, vulgarité, inculture, grossièreté, communautarisme... tout ce que la France n’est pas, tout ce qu’ils veulent que soit la France.

<http://resistancerepublicaine.com/2018/05/20/macron-place-lhumorislamiste-bellatar-dans-lequipe-de-reflexion-sur-la-banlieue-voila-qui-promet/>

Et la discrimination positive, et le renoncement à l’excellence, et l’argent continuant de pleuvoir sur les banlieues (qui n’auraient rien demandé, là on rigole).

Et les méchantes entreprises quelque peu réticentes à l’idée d’embaucher voilées et autres zigs pratiquant le ramadan et les 5 prières par jour montrées du doigt, dénoncées, punies...

Des évaluations, des petites croix, des critiques, des réformes...

Et puis des réunions, des discours, des associations en plus sans doute, chargées de faire de l’animation baptisée culture... Des débats, des causeries, des pièces de théâtre, forcément..

Et des stages, plein de stages pour les jeunes issus de la diversité. Les nôtres se cassent la tête pour trouver un

maître de stage pendant une semaine en classe de troisième, ceux de Macron n'auront qu'à lever le petit doigt pour qu'on leur propose la botte.

La banlieue ? Sacrée banlieue...

Macron n'a pas dit comment il convaincra les dealers et autres ghetteurs de renoncer à leur fric et à leur rôle de caïd. Mais on a compris que le problème c'était les Blancs, masculins, honnêtes et travailleurs de préférence.

Christine Tasin

Macron, c'est Néron chantant devant Rome en flammes...

Ouest France est admiratif :

Banlieues. Emmanuel Macron ne livre pas un plan, mais une « philosophie »

Une philosophie, excusez du peu...

Pourtant, il n'y a pas de quoi pavoiser. Il y a même le feu au lac...

Le président de la République a présenté à la mi-journée les grandes lignes de ce qui était attendu comme un grand Plan banlieues. Mais Emmanuel Macron préfère s'en tenir à « une philosophie et à une méthode » ne croyant plus aux grands programmes propices, selon lui, à « une politique de clientèle ».

Devant 400 acteurs impliqués au quotidien dans les politiques de la Ville, Emmanuel Macron détaille ce mardi les [grandes mesures très attendues pour les quartiers défavorisés](#). « **Je ne vais pas annoncer un plan banlieues** », stratégie « **aussi âgée que moi** » a d'emblée prévenu le chef de l'État. Ce dernier appelle plutôt à « **changer de méthode** » pour sortir de l'« **assignation à résidence** » dans les quartiers défavorisés.

« **Deux mâles blancs qui se remettent un rapport** »

Pour le président de la République, la méthode de plans dédiés « **a apporté des choses** » mais « **on est au bout** » de ce que cela a pu produire. Et Emmanuel Macron d'ajouter : « **aujourd'hui, poursuivre dans cette logique, je n'y crois pas** ». Aussi invite-t-il à « **inventer ensemble une méthode, un rythme différent** ».

« **Oui nos quartiers ont du talent, mais dans nos quartiers il y a aussi de la violence** », rappelle le chef de l'État. On l'aura compris, Emmanuel Macron porte guère de crédit aux plans précédents. Et au passage n'épargne pas Jean-Louis Borloo, à qui il avait demandé un rapport sur les banlieues : « **Deux mâles blancs qui ne vivent pas dans les banlieues se remettent un rapport sur les banlieues : ça ne marche plus comme ça** ». Borloo appréciera...

Loin du « plan de reconquête républicaine »

Un peu plus tôt, Jean-Louis Borloo, avait été invité à la tribune. Les banlieues « **ne demandent pas d'assistance** » mais leur « **place dans la République** », a martelé l'ancien ministre, en appelant à un « **plan de reconquête républicaine** ».

Notre pays « **est à un virage** » : soit il choisit « **le repli, le malentendu et la haine** », ou alors « **il se redéploie** » comme un « **très grand pays** » riche de sa jeunesse, a affirmé M. Borloo, auteur d'un rapport ambitieux qui devait nourrir la réflexion du chef de l'État sur l'action à mener dans les quartiers prioritaires.

« **Les banlieues ne demandent pas d'argent ou d'assistance** », mais simplement leur « **place dans la République** », a-t-il ajouté, en dénonçant « **l'espèce de scandale qui consisterait à dire qu'on a beaucoup donné, des milliards aux quartiers, comme s'ils avaient réclamé** ».

Oui car certains contrats attractifs peuvent voir leurs tarifs évoluer en cours de prêt. Explication

Mais le plan qu'attendent ces quartiers où « **il y a plus de besoins, plus de jeunesse dans une situation plus complexe, et moins de moyens globaux** », est « **un plan massif de créations d'emploi** » et « **de reconquête républicaine,** » a-t-il martelé, en appelant à « **changer radicalement la donne** ».

Bourse des stages

15 000 stages de 3e allaient être proposés par les entreprises et 15 000 autres par l'État pour en faire profiter les jeunes des quartiers en difficulté qui ont beaucoup de mal à en trouver.

« **Il faut que tous les jeunes puissent trouver un stage** », a déclaré le président en présentant ses mesures pour les banlieues, en annonçant qu'une « **bourse des stages** » serait mise en place d'ici septembre.

Rénovation urbaine et cohésion des territoires

Emmanuel Macron a aussi annoncé le lancement de diverses initiatives d'ici juillet, notamment sur la rénovation urbaine, avec une opération « **cœur de quartiers** » sur des « **premières cibles** » avec pour objectif « **de les faire sortir en six mois** » de leur situation dégradée.

Il a également évoqué une « **agence nationale de cohésion des territoires** », assurant souhaiter « **qu'on garde l'Anru** ». Mais « **nombre de nos territoires ont un problème d'équipements** » et « **dans le cadre de cette agence nationale de cohésions des territoires** » il faut « **qu'on réfléchisse à avoir cet opérateur de rattrapage qui permette, dans les quartiers comme dans les zones rurales** » de « **mobiliser les financements publics** » et « **tous les acteurs** ».

« **Arrêtons d'opposer les territoires entre eux** », a-t-il martelé, appelant à une « **société de la mobilisation** ». Sur les copropriétés dégradées, il a souhaité « **qu'on puisse accompagner les établissements fonciers** » et « **définir d'ici juillet une dizaine d'opérations d'intérêt national qui permette d'accélérer le travail de requalification** ».

Lutte contre les discours racistes et antisémites

Emmanuel Macron a déploré mardi une augmentation des discours racistes et antisémites, qui sont « **en train d'empirer** » dans les quartiers, et appelé à la « **lutte** » contre ce phénomène, lors d'un discours sur l'action à mener dans les quartiers prioritaires.

« **Il faut regarder les choses en face : c'est en train d'empirer** », a assuré le chef de l'État, assurant que les pouvoirs publics allaient « **faire appliquer la loi sur les discours racistes** », tout en appelant à éviter la « **stigmatisation** ».

Sécurité et police

Emmanuel Macron a souhaité mardi que les préfets « **échangent** » avec les maires sur la présence dans leurs communes des personnes fichées pour radicalisation islamiste identifiées comme les plus à risque, recensées dans le fichier FSPRT.

Revenant sur le déploiement de la police de sécurité et du quotidien, il a souligné que « **des maires sont prêts à faire plus** ». « **Je souhaite sur ce sujet qu'on puisse dans cet esprit-là améliorer et systématiser le partenariat avec les maires : comment on les aide à faire davantage quand ils sont candidats, comment on permet**

d'aller plus vite dans les quartiers où les maires sont prêts à jouer le jeu », a-t-il énuméré.

« Et dans ce cadre-là, pour lever parfois des demandes parfois légitimes et des polémiques, je souhaite aussi qu'on puisse avoir un protocole très clair du rôle et du partenariat des maires avec les préfets dans le cadre des GED (groupes d'évaluation départementaux, NDLR), dans le cadre de la lutte contre le terrorisme », a poursuivi le président de la République.

Testing des grandes entreprises

Emmanuel Macron a annoncé qu'il réunirait « en juillet l'ensemble » des grandes entreprises françaises, les appelant à « prendre leur part » dans la lutte contre le chômage qui affecte un jeune sur trois dans les quartiers défavorisés.

« Je veux que vous preniez votre part », a dit le président de la République à l'adresse des entreprises qui composent l'indice boursier regroupant les 120 principales valeurs françaises, les appelant à la « mobilisation générale ».

Emmanuel Macron a annoncé mardi que les 120 plus grandes entreprises seraient soumises à des « testing » (tests anonymes) pour détecter les cas de discrimination à l'embauche, au rythme de 40 par an pendant trois ans.

« Nous allons généraliser le testing, vérifier les comportements et s'assurer qu'il n'y a pas de discrimination à l'embauche. Les entreprises du SBF 120 (indice boursier réunissant les 120 plus grandes entreprises, NDLR) commenceront le testing avec 40 entreprises par an et 120 seront testées en 3 ans », a-t-il déclaré.

Équité territoriale : une instance de recours

Emmanuel Macron s'est dit mardi favorable à la création en juillet d'une « instance de recours pour les habitants comme les élus » et à un « débat d'évaluation sur l'équité territoriale au Parlement ».

« Il y a des territoires en grande difficulté, et ils peuvent être très urbains, très ruraux, les raisons sont profondément différentes et [...] il faut une politique de droit réel, d'effectivité des droits dans ces endroits de la République », a jugé le chef de l'État.

« Je souhaite que pour le mois de juillet, on puisse réfléchir à une organisation collective [...] où l'on puisse avoir une instance de recours pour les habitants, comme pour les élus », sur l'équité territoriale, a-t-il annoncé.

« Je ne suis pas sûr de vouloir recréer une Cour, mais je trouve que l'idée d'une équité territoriale et d'avoir une instance de recours et de la transparence sur ce

sujet, est une bonne idée », a souligné Emmanuel Macron.

Le président de la République s'est également dit favorable à « **un débat d'évaluation de l'équité territoriale au Parlement** » pour que les parlementaires « **puissent étudier chaque année ces recours et débattre démocratiquement en disant *vous voyez bien que sur tel ou tel quartier on n'est pas au rendez-vous*** », a-t-il conclu.

<https://www.ouest-france.fr/politique/emmanuel-macron/banlieues-emmanuel-macron-ne-livre-pas-un-plan-mais-une-philosophie-5774597>

Note de Christine Tasin

Pourtant... il n'y a pas de quoi pavoiser.